



Union
syndicale
Solidaires 93



unef
le syndicat étudiant



POUR UN PLAN D'URGENCE DES SERVICES PUBLICS EN SEINE-SAINT-DENIS

La Seine-Saint-Denis est le département qui connaît le plus faible niveau de vie en France métropolitaine. De quartiers prioritaires en zones spéciales, les gouvernements successifs affichent de fausses priorités, comme si « un pognon de dingue » était dépensé par l'Etat en Seine-Saint-Denis alors que les services publics y sont moins bien dotés que dans les autres départements.

Ainsi, le moins bien doté des établissements scolaires parisiens est mieux doté que le mieux loti des établissements de la Seine-Saint-Denis. Le tribunal d'Aubervilliers compte deux fois moins de magistrats que les tribunaux d'instance voisins parisiens aux ressorts comparables.

Le service public hospitalier est en souffrance, puisque les moyens de nos hôpitaux stagnent voir baissent alors que la population s'accroît et que les conditions de vie se dégradent. Déjà les maternités publiques sont saturées, et sont contraintes de renvoyer brutalement les femmes deux jours seulement après l'accouchement. Et pour couronner le tout, L'AP-HP est soumise à un plan de restructuration destructeur.

Les collectivités territoriales sont asphyxiées. La baisse des dotations de l'Etat et les transferts de compétences non compensées, ont des effets néfastes sur le terrain. Cela se traduit par des suppressions de postes, des prestations qui s'affaiblissent, des services qui ferment. Le service public de proximité, indispensable à la vie quotidienne des populations, est ainsi gravement fragilisé par les coups de boutoir des politiques d'austérité, alors qu'il joue ici plus qu'ailleurs un rôle essentiel.

Pour les usagers, ce sont les files d'attente interminable et/ou la dématérialisation qui déshumanise et éloigne de l'accès au droit tout une frange d'habitants en grande précarité et victime de la fracture numérique.

Pour les fonctionnaires et les salarié-e-s cette absence de moyen, cet abandon, ce néo-management brutal, épuisent et contraignent parfois à rendre un service public indigne des missions initiales.

Malgré la colère qui s'exprime dans le pays, et qui porte l'exigence d'égalité, le gouvernement maintien un cap aussi injuste qu'inefficace comme en témoigne le projet de loi sur la fonction publique. Ce texte n'est ni plus ni moins qu'une véritable boîte à outils de casse sociale visant à supprimer des milliers d'emplois. On nous prépare un service public « low cost », particulièrement « perdant-perdant » pour les agents et les usagers sur notre territoire.

Ces attaques font l'objet de nombreuses mobilisations en Seine-Saint-Denis. Au sein des urgences hospitalières, dans les écoles, les fonctionnaires de l'inspection du travail, des finances, les travailleurs sociaux du département, à EDF..., nombreuses sont les luttes et mobilisations en cours, avec parfois le soutien actif des usagers.

Les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis ont décidé de se rassembler afin de donner encore plus d'écho à ses luttes et porter l'exigence du respect du principe d'égalité !

Nous ne voulons pas de traitement spécial, nous ne voulons pas d'un énième plan banlieue, nous exigeons un plan d'urgence pour les services publics en Seine-Saint-Denis !

Dans l'unité un rassemblement se tiendra
le 19 juin entre 12h et 14h
sur le parvis de la préfecture - BOBIGNY

pour faire entendre des revendications pour nos biens communs, les salariés du service public, les usagers. Les organisations syndicales de la Seine Saint Denis décident d'inscrire ce temps fort dans un processus de mobilisation ancré dans les administrations, les villes, au plus près des réalités quotidiennes des salariés et des usagers.